

# RAPPORT ANNUEL

2022

## VISION

# UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR CHAQUE ENFANT.

## MISSION

Mobiliser des partenariats et des investissements pour transformer les systèmes éducatifs des pays en développement, en ne laissant personne de côté.

## BUT

Favoriser l'accès, les acquis scolaires et l'égalité des sexes grâce à des systèmes éducatifs équitables et inclusifs conçus pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

## AXES PRIORITAIRES

Accès à l'éducation ; apprentissage précoce ; volume, équité et efficacité du financement intérieur ; égalité des genres ; inclusion ; apprentissage ; qualité de l'enseignement ; forte capacité d'organisation.



## OBJECTIFS

Renforcer la prise en compte de l'égalité des genres dans la planification et l'élaboration des politiques pour un impact systémique.



Coordonner les actions et les financements pour des changements en profondeur.



Renforcer les capacités, s'adapter et apprendre pour promouvoir des résultats à grande échelle.



Mobiliser les partenaires et les ressources à l'échelle nationale et internationale et internationaux pour des résultats durables.

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

AVANT-PROPOS	<b>1</b>
FAITS MARQUANTS DE 2022	<b>3</b>
LE GPE EN ACTION : FINANCEMENTS APPROUVÉS EN 2022	<b>4</b>
TRANSFORMER L'ÉDUCATION	<b>5</b>
RÉSULTATS DU GPE	<b>13</b>
LE GPE AU SOMMET SUR LA TRANSFORMATION DE L'ÉDUCATION	<b>14</b>
‣ ÉGALITÉ DES GENRES	15
‣ CONFLITS ET FRAGILITÉ	17
‣ REPRISE POST-COVID	19
‣ ÉDUCATION ET CLIMAT	21
FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION	23
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE	<b>25</b>

---

# AVANT-PROPOS

**LAURA FRIGENTI**  
Directrice générale



La fin de l'année 2022 permettait d'espérer que l'éducation allait occuper la place qui lui revenait sur le devant de la scène internationale. La menace immédiate de la pandémie de COVID-19 se dissipait peu à peu, laissant enfin aux responsables des politiques éducatives et à leurs partenaires la possibilité de remettre les systèmes éducatifs sur pied.

Le sommet historique sur la transformation de l'éducation, organisé en septembre, a attiré l'attention du monde entier sur l'ampleur grandissante de la crise frappant ce secteur et sur les moyens à mettre en œuvre pour y remédier. Les crises concomitantes survenues au début de 2023 – catastrophes naturelles, pénuries alimentaires, difficultés économiques et déplacement de millions de personnes en raison des conflits et du changement climatique – ont toutefois contrarié ces efforts.

L'éducation doit être au centre des efforts déployés pour parvenir à une croissance équitable et à une stabilité sociale et politique durable. Ne pas tenir compte de la situation déplorable qui règne dans ce secteur à l'échelle mondiale condamnera une génération et entraînera des conséquences désastreuses sur les plans social, politique et économique. L'éducation est un tremplin indispensable à l'émergence d'économies plus fortes et de sociétés plus justes et plus stables.

Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, une année supplémentaire de scolarisation aurait pour effet, toutes choses égales par ailleurs, de réduire de 13 % le risque d'engagement volontaire dans des mouvements extrémistes. Diverses études suggèrent par ailleurs

qu'assurer à toutes les filles une éducation de qualité pendant 12 ans permettrait de générer 30 000 milliards de dollars de revenus dans le cadre de la vie active, tout en réduisant de 37 % les risques de conflit. Cette génération pourrait au contraire se voir privée de 21 000 milliards de dollars de revenus potentiels, soit 17 % du produit économique actuel.

Une telle perte est inconcevable dans un monde confronté aux conflits, au changement climatique et à la résurgence de pressions économiques considérables. Elle est aussi évitable à condition que les pays reconnaissent l'urgence de la situation et donnent l'impulsion et les ressources nécessaires pour permettre à un plus grand nombre de filles et de garçons d'étudier.

Le défi est de taille, mais le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) continue de réunir les compétences, les ressources et les volontés en vue d'aider un nombre croissant de pays partenaires à transformer leurs systèmes éducatifs.

En 2022, l'Angola, El Salvador, l'Eswatini, les Fidji, le Guatemala, l'Indonésie, les Philippines, la Tunisie et l'Ukraine ont rejoint les quelques 90 pays partenaires du GPE. Le GPE a approuvé les premiers financements octroyés dans le cadre du plan stratégique GPE 2025. Au total, ces financements ont permis de mobiliser 1 milliard de dollars environ auprès de partenaires de développement et de fondations. Ce montant représente plus du triple de celui approuvé par le GPE sur ses propres fonds en 2022 (300 millions de dollars). Les pays partenaires ont utilisé 3 milliards de dollars au titre des financements accordés par le GPE, un montant inégalé depuis 7 ans.

Le GPE s'est efforcé de parfaire sa stratégie avec le GPE 2025, adopté par les pays pour soutenir la réforme prioritaire la plus susceptible de déclencher un changement à l'échelle du système. En 2022, 13 pays partenaires ont établi de nouveaux pactes de partenariat au titre du GPE 2025. Ils ont ainsi déterminé la manière dont ils allaient améliorer l'apprentissage, l'éducation de la petite enfance, le développement et la formation des enseignants grâce au soutien spécifique et coordonné du GPE et d'autres acteurs.

En 2022, ce soutien s'est traduit pour le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone par un échange d'expériences, dans le cadre du mécanisme de partage de connaissances et d'innovations (KIX) pour améliorer l'apprentissage des filles et des enfants en situation de handicap. Les financements accordés à 63 pays et États au titre du fonds de L'Éducation à voix haute ont encouragé la participation de la société civile, en lui permettant d'influencer dans une plus large mesure la réorientation des politiques clés.

Le GPE a par ailleurs continué d'accompagner des pays en situation de crise extrême, en accordant des financements accélérés à des pays comme l'Afghanistan, l'Éthiopie et la Somalie, dont ont bénéficié les enfants les plus vulnérables, en particulier les filles.

Le GPE a célébré son vingtième anniversaire en 2022, marquant ainsi deux décennies au cours desquelles plus de 160 millions d'enfants supplémentaires ont eu la possibilité d'aller à l'école dans les pays partenaires. Je suis convaincue que l'expérience acquise, conjuguée au développement et à la solidité de notre partenariat, renforcera encore l'efficacité du GPE au cours des années décisives à venir.



Laura Frigenti  
Directrice générale  
Partenariat mondial pour l'éducation

Laura Frigenti a rejoint le GPE au poste de directrice générale en décembre 2022. Elle a acquis plus de 30 ans d'expérience dans le développement international au sein d'institutions multilatérales, du gouvernement italien, d'organisations internationales à but non lucratif et du secteur privé, où elle a dirigé le service d'aide au développement international de KPMG. Après la pandémie, une part croissante de son travail a été consacrée aux questions concernant la COVID et notamment au déploiement des vaccins, mais aussi à aider les pays à améliorer les mesures de protection sociale en faveur des plus démunis.



Laura Frigenti à la réunion du Conseil d'administration organisée en décembre 2022 à Paris.  
GPE/Emmanuelle Jacobson-Roques

# FAITS MARQUANTS DE 2022

Nomination de  
**LAURA FRIGENTI**  
au poste de directrice générale du GPE.

Célébration des  
**20 ANS**  
d'investissement du GPE  
dans l'éducation de qualité  
pour tous les enfants.



Nomination du président du Ghana, M. Nana Akufo-Addo, comme nouvel ambassadeur du GPE pour le financement de l'éducation.

Approbation par le GPE de nouveaux financements en faveur de 41 pays pour près de 300 millions USD. Le portefeuille de financements en cours du GPE a atteint près de **3 MILLIARDS USD.**

Lancement du Programme de sensibilisation à l'éducation des filles au Kenya en collaboration avec les autorités nationales et les partenaires du secteur privé, à savoir la Fondation Ecobank, Avanti Communications et Rotary International.

Signature par 14 ministres de l'éducation d'Afrique subsaharienne du Manifeste de Freetown pour le leadership transformateur de genre dans l'éducation.



Approbation de financements au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE dans 9 pays pour un montant total de **156 MILLIONS USD**, permettant de mobiliser 786 millions USD auprès de 26 partenaires.

Signature du Communiqué ministériel sur la transformation de l'éducation à grande échelle par les ministres de l'Éducation de 80 pays partenaires lors du Pré-sommet sur la transformation de l'éducation qui s'est tenu à Paris en juin.

Prorogation jusqu'en 2027 du mécanisme de partage de connaissances et d'innovations et du fonds de L'Éducation à voix haute, dotés respectivement de 80 millions USD et de 60 millions USD supplémentaires.



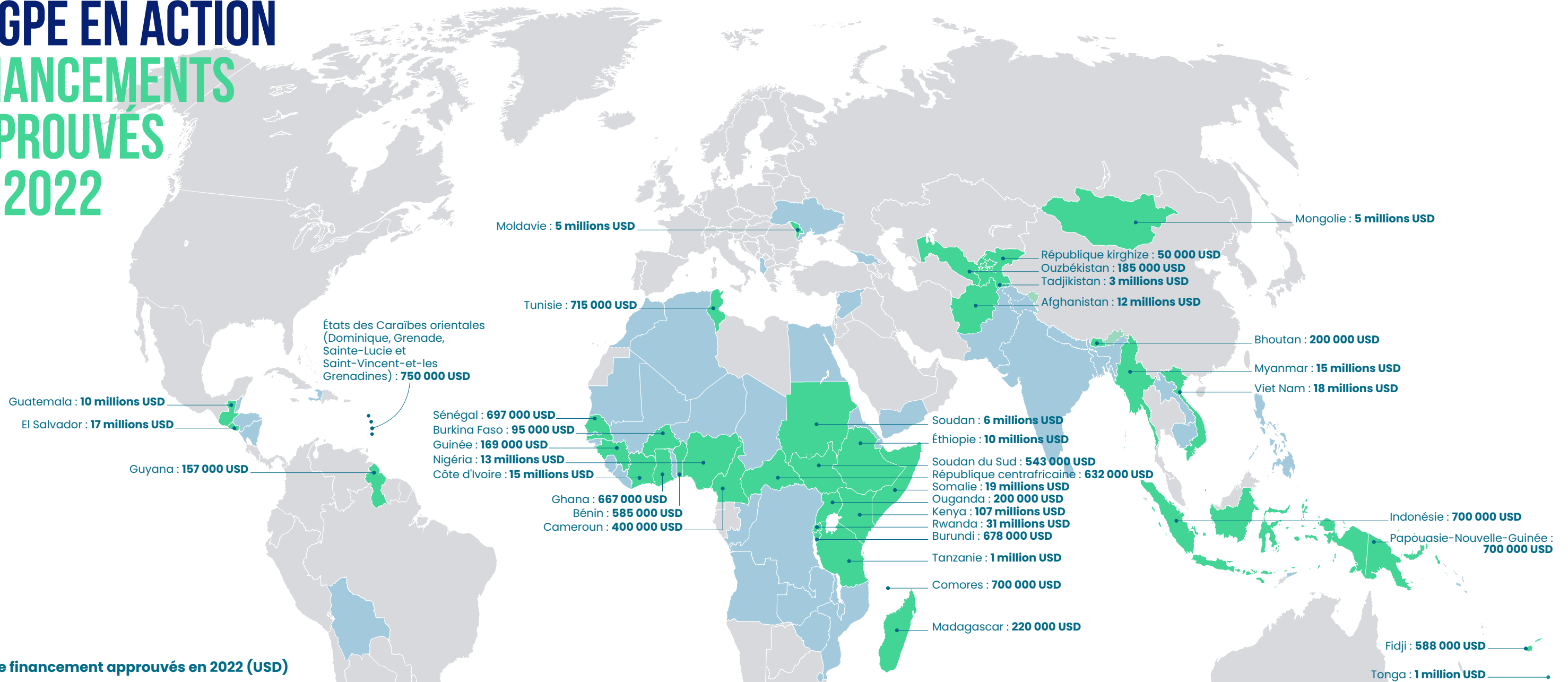
Adhésion de **10 PAYS** au GPE : Angola, El Salvador, Eswatini, Fidji, Guatemala, Indonésie, Philippines, Qatar, Tunisie et Ukraine. Le Qatar a rejoint le partenariat avec une promesse de contribution faite via la fondation Education Above All.

Appel lancé par le GPE aux dirigeants du monde entier lors du Sommet sur la transformation de l'éducation organisé à New York en septembre, en vue d'obtenir d'urgence un financement accru et de meilleure qualité pour l'éducation.

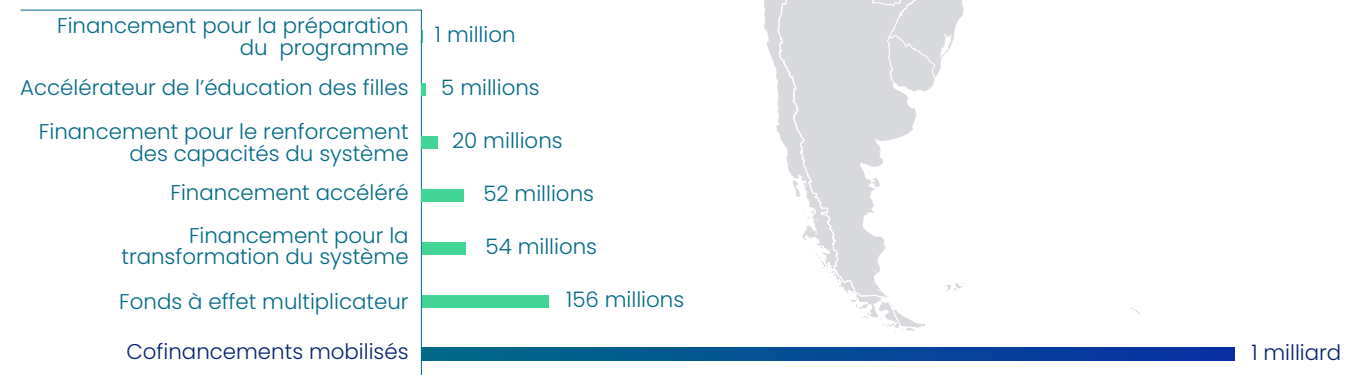
Lancement de **5 NOUVELLES INITIATIVES DE RECHERCHE** grâce au cofinancement et à la co-crédation d'un guichet supplémentaire spécialisé mis en place par la Fondation LEGO, le GPE et le Centre de recherches pour le développement international dans le cadre du mécanisme de partage des connaissances et d'innovations du GPE.

# LE GPE EN ACTION

## FINANCEMENTS APPROUVÉS EN 2022



### Types de financement approuvés en 2022 (USD)



■ Pays partenaires du GPE et pays et territoires éligibles  
■ Pays partenaires du GPE pour lequel un financement a été approuvé en 2022

La liste complète des partenaires du GPE et des partenaires éligibles se trouve à l'adresse suivante : <https://www.globalpartnership.org/fr/where-we-work/partner-countries>.

# TRANSFORMER L'ÉDUCATION



Élève et enseignante dans la salle de classe,  
École 30, Kulob, région du Khatlon, Tadjikistan.

GPE/Kelley Lynch



---

**Face à un contexte marqué par les effets profonds et persistants de la pandémie de COVID-19, les conséquences d'événements climatiques graves et l'apparition soudaine de pressions inflationnistes et budgétaires à l'échelle mondiale, le GPE a adopté de nouvelles méthodes de travail ambitieuses avec ses partenaires et a continué à produire des résultats. Le GPE s'est efforcé, avec ces derniers, de cibler les obstacles aux réformes et à la transformation de l'éducation, que ce soit en encourageant les concertations stratégiques au niveau national ou en maintenant ses financements. Le GPE a fait en sorte de veiller à ce que les objectifs des pays partenaires, à savoir assurer une éducation de qualité à chaque enfant, obtiennent un soutien sans faille de la part de parties prenantes bien coordonnées et parfaitement informées.**

En 2022, le GPE a octroyé près de 300 millions de dollars sous forme de nouveaux financements à 41 pays, et le montant des financements en cours a atteint 3 milliards de dollars, un niveau inégalé depuis 2015. Le déploiement du plan stratégique GPE 2025 a commencé à porter ses fruits dans les pays partenaires en permettant de mobiliser des ressources et de coordonner les actions – notamment celles du GPE – autour de la réforme prioritaire susceptible de produire des changements dans l'ensemble du système.

Le **Kenya**, le **Salvador** et le **Rwanda** ont été les premiers pays à obtenir un financement dans le cadre de l'approche du GPE 2025. Ces trois pays ont obtenu un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE. Le Kenya a reçu un financement de 53,5 millions de dollars pour la transformation du système et un financement de 50 millions de dollars au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE. Les financements reçus de la **Fondation LEGO** et de la **Banque mondiale** permettront au Kenya de disposer d'un montant global de 313,5 millions de dollars pour améliorer la qualité de l'enseignement et l'accès à l'éducation préscolaire.

Le GPE a continué à promouvoir la cause des pays partenaires et de leurs enfants lors de forums majeurs, tout particulièrement pendant le Sommet

sur la transformation de l'éducation, organisé en septembre, qui a fait ressortir l'ampleur de la crise que traverse l'éducation et l'urgence d'accroître de manière significative les fonds alloués à ce secteur. Le GPE a permis aux ministres de l'Éducation et à leurs alliés de faire entendre leur voix à un moment crucial pour la définition de l'ordre du jour de l'après-COVID-19.

Le GPE est resté centré sur les grandes priorités des pays partenaires, notamment faire progresser l'égalité des genres, améliorer l'éducation y compris dans les situations de conflit et de fragilité, se relever de la pandémie de COVID-19, repenser l'apprentissage face au changement climatique et accroître les dépenses consacrées à l'éducation, en les rendant plus efficaces que jamais.

**Figure 1.** Domaines d'intervention retenus dans les pactes de partenariat de 13 pays partenaires



### L'approche du GPE

En 2022, le GPE a commencé à déployer une approche plus inclusive et plus souple dans 45 pays, afin de mettre à l'essai puis de transposer à plus grande échelle la vision présentée dans le plan stratégique GPE 2025. Les pays s'efforcent, aux côtés du GPE et d'autres partenaires, de mener à bien la réforme éducative prioritaire la plus susceptible de transformer l'ensemble du système, en identifiant les obstacles éventuels et en mobilisant l'aide technique et financière nécessaire pour les surmonter.

Les pays sont invités à faire preuve de plus d'ambition en ce qui concerne l'accès de tous les garçons et de toutes les filles à une éducation de qualité, en précisant comment la réforme prioritaire retenue contribuera également à faire progresser la cause de l'égalité des genres. Les pays déterminent ainsi la marche à suivre dans un pacte de partenariat destiné à orienter les ressources du GPE et de tous les autres partenaires, tout en établissant les responsabilités de chacun.

Treize pays ont élaboré ou mené à bien des pactes de partenariat en 2022. Ces derniers

## Apprentissage de base au Lesotho

Le ministère de l'Éducation et de la Formation du Lesotho s'est appuyé sur les données recueillies dans le cadre d'un projet mené par le mécanisme de partage des connaissances et d'innovations du GPE, qui montraient que 17 % seulement des enfants de troisième année avaient acquis les compétences visées en lecture et que moins de 10 % d'entre eux maîtrisaient les compétences requises en calcul. Le Lesotho s'emploie donc à renforcer les compétences de base des enfants en lecture, en écriture et en calcul en utilisant de nouveaux modèles comme l'enseignement au bon niveau et la pédagogie structurée. Le ministère prévoyait, fin 2022, d'intégrer les résultats du projet dans une stratégie nationale globale pour la continuité de l'apprentissage.



définissent les réformes prioritaires qui, selon eux, permettront d'éliminer les principaux obstacles à la transformation de l'ensemble de leur système éducatif. Les réformes proposées par les pays ont fait apparaître l'urgence d'améliorer l'égalité des genres, les acquis scolaires, la promotion de l'inclusion ainsi que le développement de la petite enfance et la formation des enseignants (comme le montre la figure 1).

Le GPE a également veillé à ce que les pays disposent de nombreuses ressources leur permettant de poursuivre les initiatives prises en faveur de l'éducation pendant la mise en œuvre de l'approche proposée dans le cadre du GPE 2025. Environ deux tiers des financements approuvés en 2022 ont été accordés à des pays ayant présenté une requête dans le cadre du programme GPE 2025 (soit 203,6 millions de dollars sur un total de 300 millions de dollars).

En juin 2022, le **Salvador** a été le premier pays partenaire à se voir accorder un financement au titre de l'**Accélérateur de l'éducation des filles**. Son pacte de partenariat prévoit de promouvoir l'éducation des filles dans le cadre de la politique de développement de la petite enfance *Crecer Juntos* (Grandir ensemble). Ce pacte – à l'instar de ceux élaborés par le **Guyana**, le **Rwanda**, le **Sénégal** et la **Tanzanie** – prouve que le processus consultatif qui est au cœur du GPE 2025 est susceptible d'améliorer la conception, le champ d'application et le ciblage des réformes éducatives.

## Apprendre et adapter

L'approche prônée par le GPE 2025 a été modifiée depuis son lancement. En effet, le GPE a renforcé les dimensions d'apprentissage et de collaboration qui, selon ses partenaires, sont parmi les caractéristiques les plus importantes de cette approche.

Certains pays ont indiqué que l'analyse conduite dans le cadre du GPE 2025 avait mis en évidence que l'absence de données pertinentes et fiables entravait les efforts qu'ils déployaient pour orienter les ressources de manière équitable. D'autres ont fait état de leurs inquiétudes quant à la viabilité du financement destiné au secteur de l'éducation, notamment en raison de l'augmentation du service de la dette. Le GPE s'appuie sur ces expériences pour continuer à rechercher les moyens pour que les pays partenaires obtiennent les ressources dont ils en ont besoin afin de renforcer leurs capacités dans des domaines essentiels de leur secteur de l'éducation, tout en leur donnant l'occasion d'échanger sur leurs expériences respectives afin d'accélérer les progrès. Les pays qui adoptent pour la première fois cette approche plus inclusive peuvent s'inspirer de ces expériences et apprendre rapidement comment réunir les principaux acteurs de l'éducation et les associer à leurs stratégies et à leurs plans.

La **Tanzanie**, en collaboration avec différents partenaires du secteur de l'éducation, et le GPE, a examiné tous les facteurs contribuant aux



***Je pense que la plus grande force de l'approche du GPE réside dans le partenariat. Nous avons dû identifier toutes les interventions que nous avons menées dans le pays. S'accorder sur les priorités n'a pas été facile, mais nous avons dû le faire pour pouvoir travailler ensemble. Durant ce processus, nous avons constaté qu'il était possible de s'accorder sur les priorités, et qu'il était aussi possible de financer ces priorités ensemble.***

*Stella Mayenje, Responsable du programme national pour l'éducation auprès de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement*

résultats de ce secteur, et a identifié les domaines à réformer et les obstacles éventuels, notamment l'effectif élevé des classes. Les partenaires ont perçu la possibilité d'entreprendre des réformes importantes, et ont retenu la planification et la gestion du corps enseignant comme étant des domaines de réforme prioritaires. Ils ont également identifié l'égalité des genres et l'inclusion, ainsi que le cadre d'enseignement et d'apprentissage. En 2022, la Tanzanie et ses partenaires ont inscrit ces priorités dans un pacte de partenariat, en précisant la manière dont ils pourraient collaborer pour mieux recruter, former et déployer les nouveaux enseignants, tout en améliorant la motivation et le développement professionnel du corps enseignant.

Le GPE a notamment adapté son approche après avoir participé au Sommet mondial sur le handicap organisé en février 2022, appelant la communauté internationale à se mobiliser davantage sur la question du handicap et à s'y atteler. Il demande aux pays partenaires d'envisager d'intégrer la dimension de l'éducation inclusive durant la préparation de leur requête de financement afin de s'assurer que les enfants handicapés puissent bénéficier des programmes soutenus par le GPE.

L'instauration de dialogues politiques inclusifs et d'une coordination efficace est essentielle au renforcement de l'approche du GPE. Les pays qui ont mis en place des pactes de partenariat ont également examiné la mesure dans laquelle les pratiques de coordination sectorielle existantes pouvaient entraver les efforts de réforme. Certains pays ont d'ailleurs tiré parti du financement pour le renforcement des capacités du système du

GPE. En 2022, le GPE a approuvé 4,9 millions de dollars pour renforcer la coordination des actions et des financements. Ce financement a contribué à la création d'une unité de coordination des réformes au **Tadjikistan** et d'un groupe de travail technique interorganisations pour assurer la coordination et la collaboration dans le domaine de l'égalité des genres et de l'éducation des filles au **Kenya**. Il a également aidé le **Sénégal** à réaliser des évaluations des pratiques de coordination sectorielle et de suivi conjoint.

### Collaborer pour soutenir les pays

La sévérité des crises survenues récemment a fait apparaître l'urgence de renforcer l'efficacité, la résilience et la viabilité des systèmes éducatifs pour qu'ils puissent répondre aux besoins des enfants au XXI<sup>e</sup> siècle. En 2022, le GPE a donné suite au souhait des pays de se doter de compétences spécialisées dans des domaines de nature à favoriser la transformation des systèmes. Il a lancé trois nouveaux partenariats, à titre expérimental, afin de fournir aux pays l'expertise, les solutions et les ressources dont ils ont besoin pour réaliser ces objectifs.

Le GPE a fait appel aux services consultatifs de **Social Impact** pour travailler avec la **Commission de l'OCDE** et les ministères de l'Éducation de la **Dominique**, de la **Grenade**, de **Sainte-Lucie**, de **Saint-Vincent-et-les Grenadines** et de trois autres pays au maximum, dans le cadre d'une allocation d'un million de dollars, afin de renforcer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage dans le secteur de l'éducation.

Le GPE a tiré parti de l'expertise du partenariat et sélectionné **Save the Children** et l'**UNESCO** pour travailler avec le **Malawi** et le **Zimbabwe** afin de renforcer leurs capacités à intégrer l'adaptation au changement climatique et le développement durable dans les plans, les budgets et les stratégies du secteur de l'éducation, et pour renforcer la capacité des ministères de l'Éducation en matière de coordination intersectorielle. En outre, le **Programme de leadership en données sur l'éducation** expérimente en **Gambie** et au **Kenya** une méthode visant à réunir un consortium d'entreprises partenaires — **Cisco, Microsoft, Intel, IBM** et **HP** — pour qu'elles apportent leur expertise en nature afin d'améliorer la collecte, l'organisation, le stockage, l'utilisation et le partage des données sur l'éducation. Le GPE s'appuiera sur les premiers résultats de ces projets pilotes pour adapter et éventuellement élargir ce soutien à un plus grand nombre de pays en 2023.

### Former des partenariats pour favoriser l'innovation et les échanges

Neuf nouveaux pays partenaires ont rejoint le GPE en 2022 : l'**Angola**, l'**Eswatini**, les **Fidji**, le **Guatemala**, l'**Indonésie**, les **Philippines**, le **Salvador**, la **Tunisie** et l'**Ukraine**. Au total, environ 670 millions d'enfants en âge d'être scolarisés vivent dans les quelque 90 pays partenaires du GPE.

En 2022, le GPE a continué à jouer un rôle clé en mettant les forces uniques de ses partenaires au service d'initiatives urgentes et insuffisamment financées, en orientant leurs ressources de manière à en maximiser l'impact et l'efficacité. Le GPE et la **Sierra Leone** ont profité de la présence de nombreux partenaires au Sommet sur la transformation de l'éducation pour organiser une réunion des bailleurs de fonds consacrée au pacte de partenariat ciblant l'apprentissage de base.

Le **Programme de sensibilisation à l'éducation des filles du GPE** a mobilisé le soutien d'un groupe d'entreprises partenaires, composé d'**Ecobank**, d'**Econet**, d'**Avanti Communications** et de **Rotary**

**International**, qui ont mis leur expertise en communication et en sensibilisation à la disposition des ministères de l'Éducation pour les aider à promouvoir l'éducation des filles au **Kenya** et au **Ghana**.

### Renforcer la société civile

L'**Éducation à voix haute** finance des activités visant à promouvoir la participation de la société civile au processus décisionnel afin d'élaborer une politique éducative plus adaptée aux besoins de la population locale, en particulier à ceux des familles défavorisées et marginalisées. Fin 2022, le fonds de L'Éducation à voix haute avait octroyé plus de 70 financements dans 63 pays et États, notamment pour des projets en faveur de la société civile dans neuf nouveaux pays : l'**Afghanistan**, l'**Angola**, le **Salvador**, la **Guinée**, **Haïti**, l'**Indonésie**, la **République arabe d'Égypte**, le **Tchad** et la **Tunisie**.

Les organisations de la société civile bénéficiaires des financements de L'Éducation à voix haute ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de 90 politiques nationales, dans 34 pays, vers des approches respectueuses des droits humains.

L'examen à mi-parcours du fonds de L'Éducation à voix haute, publié en juin 2022, fait apparaître que ses objectifs cadraient avec la stratégie du GPE 2025 et que ses activités étaient mises en œuvre de manière rigoureuse.

### Mécanisme de partage des connaissances et d'innovations du GPE

En 2022, le mécanisme de partage des connaissances et d'innovations du GPE (KIX) a travaillé avec les pays en s'appuyant sur ses quatre pôles régionaux afin d'utiliser les informations et les données probantes pour affiner les priorités stratégiques et adapter des approches répondant à leurs besoins.

Le pôle Afrique 21 du KIX a organisé une série de concertations nationales au **Bénin**, au **Burkina**

**Faso**, en **Guinée-Bissau**, au **Sénégal** et au **Togo**. Ces dernières ont rassemblé les principales parties prenantes de chaque pays, notamment des représentants des ministères de l'Éducation, d'enseignants et d'établissements de formation d'enseignants, afin de réfléchir à des stratégies envisageables pour la diffusion et l'utilisation d'innovations et de connaissances dans le domaine de l'éducation. Au Togo, elles ont permis d'élaborer une stratégie visant à intégrer les nouvelles connaissances et les innovations dans le système éducatif national.

Le guichet de financement dédié et supplémentaire — fruit de la collaboration entre la **Fondation LEGO**, le GPE et le **Centre de recherche pour le développement international**, établi

en 2021 — a permis de lancer cinq nouvelles initiatives de recherche en 2022. Ces projets, entièrement consacrés à l'Afrique subsaharienne, ont pour objet d'étudier la manière dont l'apprentissage par le jeu et les pédagogies innovantes peuvent améliorer le développement des enfants et leurs acquis scolaires. Ils visent également à comprendre de quelle manière les parents, les éducateurs et les pouvoirs publics pourraient améliorer la qualité de l'apprentissage des jeunes enfants.

L'examen à mi-parcours du KIX effectué en 2022 a mis en évidence les progrès importants réalisés dans la mise en œuvre de ce programme et la forte demande, confirmant ainsi l'orientation et la valeur du KIX pour ses partenaires.



Rom Raksmei, à gauche, et Ee Lykay, 6 ans, lisent un livre de mathématiques, Cambodge.

GPE/Roun Ry



## JEUNES LEADERS DU GPE

En 2022, le GPE a noué des relations avec plus de 40 jeunes leaders : de jeunes militants œuvrant pour l'éducation basés dans 20 pays partenaires et pays bailleurs de fonds. Ces derniers ont attiré l'attention sur les obstacles à l'éducation et ont milité pour renforcer les ambitions des dirigeants pour le financement de l'éducation et du développement. Ils ont ainsi contribué à défendre le financement de l'éducation, à encourager les promesses de contribution au GPE et à maintenir le financement mondial de l'éducation au rang des priorités internationales, par exemple lors des réunions du G7 et du G20.

Le GPE est déterminé à faire entendre les messages de ces jeunes leaders. À l'occasion du Sommet sur la transformation de l'éducation, ils se sont entretenus avec des dirigeants du monde entier et des décideurs de pays bailleurs de fonds, et se sont joints à la société civile et à d'autres jeunes pour renforcer la volonté politique d'œuvrer en faveur de l'éducation. Ils ont organisé des événements et ont suscité un élan sur les médias sociaux, en profitant de la Journée internationale de la jeunesse pour faire part de leurs attentes à l'égard du Sommet sur la transformation de l'éducation. L'événement « [Futures livestream](#) » sur le site du GPE leur a également permis d'échanger leurs points de vue avec les décideurs politiques allemands et rwandais. Josephine Kamara, jeune leader, est intervenue aux côtés du [ministre sierra-léonais David Moinina Sengh](#) à l'occasion d'une table ronde organisée dans le cadre de la Conférence ministérielle sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits pour parler de la levée de l'interdiction faite aux filles enceintes d'aller à l'école en Sierra Leone.

Josephine Kamara aux côtés du ministre David Moinina Sengh lors de la Conférence ministérielle sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits.

Together for Girls



# RÉSULTATS DU GPE

Le rapport sur les résultats 2022 du GPE fait apparaître ce qui suit dans les pays partenaires :



**107 MILLIONS**

d'élèves ont bénéficié des financements du GPE.



**56 MILLIONS** de manuels scolaires ont été distribués.



Plus de

**675 000**

d'enseignants ont été formés.



**8 500** salles de classe ont été construites ou rénovées.



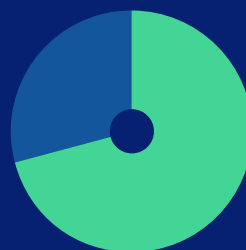
- **6 enfants sur 10** dans les pays partenaires ont accès à au moins une année d'éducation préscolaire.



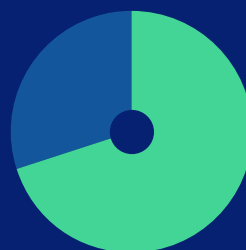
- **7 enfants sur 10** achèvent l'école primaire.



- Près de **6 enfants sur 10** achèvent le premier cycle du secondaire dans les pays partenaires.



**71 %** des pays partenaires ont augmenté leur budget d'éducation ou l'ont maintenu au niveau de référence de 20% ou au-dessus.



Près de **70 %** des groupes locaux des partenaires de l'éducation sont **inclusifs**, et comprennent des représentants de la société civile et des organisations d'enseignants.



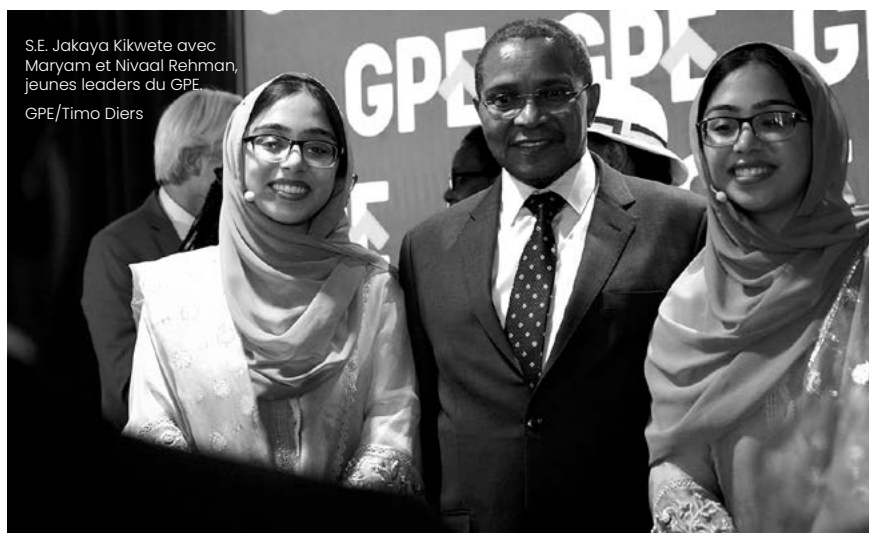
# LE GPE AU SOMMET SUR LA TRANSFORMATION DE L'ÉDUCATION



Le GPE a profité du Sommet sur la transformation de l'éducation qui s'est tenu à New York en septembre 2022 pour appeler les dirigeants du monde entier à maintenir des ambitions fortes à l'égard des enfants et à accorder de toute urgence des financements accrus et de meilleure qualité pour faire face à la crise profonde de l'éducation, qui a été exacerbée par les conflits, les crises alimentaire et énergétique, le changement climatique, l'inflation et la pandémie de COVID-19. Le GPE est intervenu lors de différents événements portant sur la dimension de genre pour inciter ces dirigeants à se servir de

**« Transformer les systèmes éducatifs pour qu'ils s'adaptent au changement climatique. »**

**Maryam et Nivaal Rehman**  
jeunes leaders du GPE



S.E. Jakaya Kikwete avec Maryam et Nivaal Rehman, jeunes leaders du GPE.  
GPE/Timo Diers

l'éducation afin de promouvoir l'égalité entre les filles et les garçons de manière à susciter des changements porteurs de transformation dans la société.

Ce sommet a permis au GPE de rassembler des représentants des bailleurs de fonds, du secteur privé, de la société civile et de fondations afin d'examiner des modes de financement innovants, notamment la manière de convertir la dette publique en ressources consacrées à l'éducation.

Le GPE a accueilli le président ghanéen Nana Akufo-Addo en tant qu'ambassadeur du financement national, succédant ainsi à l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta, architecte de la Déclaration des chefs d'État sur le financement de l'éducation. Aux termes de cette dernière, les dirigeants se sont engagés à allouer au moins 20 % de leurs dépenses publiques à l'éducation. Plus de 20 pays, en majorité africains, ont déjà signé cette déclaration, débloquant ainsi 200 milliards de dollars sur cinq ans pour aider les filles et les garçons à apprendre, et le mouvement continue à prendre de l'ampleur.



Allocution du président du Conseil d'administration du GPE, S.E. Jakaya Kikwete, lors du Sommet sur la transformation de l'éducation.

GPE/Timo Diers

**« Nous devons mobiliser les jeunes pour en faire des acteurs de la transformation. »**

Les jeunes leaders du GPE, Cynthia Nyongesa et Maryam et Nivaal Rehman, sont intervenues auprès des dirigeants mondiaux pour leur faire entendre les voix de ceux dont l'avenir est en jeu. Elles leur ont demandé de s'engager sans réserve à financer l'éducation, à promouvoir l'égalité des genres et à transformer radicalement les systèmes éducatifs.



Cynthia Nyongesa, jeune leader du GPE, au festival Unlock the Future of Learning

GPE/Timo Diers



Le président Kikwete et Patrice Évra.  
GPE/Timo Diers



S.E. Jakaya Kikwete avec Malala Yousafzai.  
GPE



Charles North, directeur général par intérim du GPE.  
GPE/Timo Diers

## Le GPE approuve :

- › [L'appel à l'action lancé pour faire progresser l'égalité des genres](#)
- › [L'engagement à l'action pour promouvoir l'éducation dans les situations de crise](#)
- › [L'engagement à l'action en faveur de l'apprentissage fondamental](#)
- › [L'appel à l'action pour investir davantage, plus équitablement et plus efficacement dans l'éducation](#)
- › [Appel à l'action : écologiser l'éducation](#)

# ÉGALITÉ DES GENRES

Le plan stratégique GPE 2025 propose aux pays partenaires de nouvelles possibilités pour cibler les obstacles à l'égalité des genres, notamment ceux qui entravent l'accès à l'éducation ou qui perpétuent les inégalités entre les genres dans les systèmes éducatifs nationaux.

Chacun des 13 pays qui ont préparé ou achevé leur pacte de partenariat en 2022 a tenu compte de la manière dont la réforme de l'éducation prioritaire retenue ferait progresser l'égalité entre les genres. La spécificité des obstacles à l'égalité des genres recensés dans chaque pacte de partenariat a fait ressortir à quel point il était essentiel que chaque pays adopte des solutions personnalisées, et a souligné le caractère multidimensionnel de ce défi planétaire. La **Tanzanie** a indiqué qu'il fallait augmenter le nombre de filles passant de l'école primaire à l'école secondaire, alors que le **Népal** s'est attaqué à la violence sexiste. Plusieurs pays, dont **El Salvador** et le **Cambodge**, ont indiqué qu'il fallait mettre fin aux stéréotypes ou aux normes culturelles qui empêchaient les filles d'apprendre.

Le GPE soutient ces objectifs et veille à ce que les réformes prioritaires de chaque pays partenaire permettent de promouvoir l'égalité des genres, en s'appuyant sur des données probantes mettant en évidence les obstacles qui entravent la réalisation de progrès dans ce domaine.

Cette année, le **Ghana**, le **Nigéria** et la **Sierra Leone** ont utilisé les travaux menés par le KIX pour développer des programmes d'apprentissage destinés aux filles et aux enfants handicapés. À **Madagascar** et en **Tanzanie**, les données tirées des projets et des pôles du KIX ont permis d'étayer les politiques et les décisions visant à promouvoir l'égalité des genres.

Les **pôles du KIX** ont organisé des webinaires, des événements d'apprentissage virtuel, des conférences et des ateliers afin de contribuer à l'élaboration de politiques portant notamment sur la

prévention de la violence sexiste en milieu scolaire et sur les stratégies pour promouvoir l'inclusion.

L'égalité des genres se trouve également au cœur des activités de plaidoyer menées par le GPE aux niveaux local, national et mondial. Le fonds de **L'Éducation à voix haute** a notamment aidé une coalition nationale de l'éducation en **Mongolie** à plaider en faveur d'une augmentation des dépenses d'éducation plus équitable et tenant compte de l'égalité des genres. Le gouvernement a approuvé une résolution budgétaire pour augmenter le budget et inciter les écoles à mieux intégrer les enfants handicapés.

L'égalité est également au cœur de la mission de **L'Accélérateur de l'éducation des filles**. Ce fonds spécial continue de recueillir le soutien des bailleurs de fonds et des partenaires, comme en témoigne la promesse faite par le **ministère danois des Affaires étrangères** et la **Fondation LEGO** de verser environ 15 millions de dollars au début de 2022. En fin d'année, l'Accélérateur de l'éducation des filles avait reçu 176,5 millions de dollars sous forme de promesses de dons, se rapprochant ainsi de l'objectif initial fixé à 250 millions de dollars. **El Salvador** et la **République démocratique du Congo** sont devenus les premiers pays à bénéficier d'une allocation au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles, marquant ainsi une étape importante pour le fonds.

Le financement COVID-19 du GPE a en outre aidé les pays à mettre en place des mesures de prévention et d'atténuation d'une autre conséquence tragique de la pandémie : la violence à l'encontre des enfants, et notamment la violence sexiste. Au **Burundi**, par exemple, 2 700 élèves et enseignants ont reçu une assistance psychosociale personnalisée, tandis qu'au **Mozambique**, 20 900 enfants ont bénéficié d'un programme de sensibilisation visant à minimiser les effets de la fermeture des écoles, notamment en luttant contre la violence sexiste et l'inégalité des normes sociales. L'**UNICEF** a collaboré

avec ces deux pays en qualité d'agent partenaire dans le cadre de financements du GPE.

Le GPE découvre également comment améliorer son soutien aux pays désireux de mieux comprendre les défis posés par l'inégalité entre les femmes et les hommes. La préparation des pactes de partenariat a fait apparaître le besoin pour les pays d'obtenir un plus grand nombre de données et d'éléments probants de meilleure qualité sur la nature des inégalités présentes dans les systèmes éducatifs.

Le GPE a mis en place un pôle dédié au genre au sein de son Secrétariat afin de mieux coordonner les activités du partenariat en vue de dégager des

ressources supplémentaires, d'assurer la formation du personnel et de rechercher de nouveaux moyens de garantir aux pays partenaires l'accès à un soutien et à des compétences spécialisés.

Le GPE a intensifié ses activités de plaidoyer en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation lors de forums régionaux et internationaux de premier plan tout au long de l'année 2022. Il a ainsi collaboré avec ses partenaires pour attirer l'attention sur des sujets comme celui de la violence sexiste en milieu scolaire, en vue du Sommet sur la transformation de l'éducation, et a participé à la campagne « Le genre : mon agenda » avant le Sommet de l'Union africaine de 2022.

## EL SALVADOR ET L'ACCÉLÉRATEUR DE L'ÉDUCATION DES FILLES

**El Salvador** a commencé à s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité des genres dans l'apprentissage en lançant une concertation entre les partenaires de l'éducation afin d'identifier les préjugés sexistes existant dans l'ensemble du système éducatif. Cette démarche a eu pour résultat de faire de l'inégalité des genres un obstacle majeur à la transformation du système, mais aussi de prendre conscience que la lutte contre les inégalités doit s'inscrire dans un ensemble plus vaste de priorités éducatives. Les autorités nationales ont élaboré, en collaboration avec le groupe local des partenaires de l'éducation du Salvador, un pacte de partenariat qui met l'accent sur l'apprentissage des jeunes enfants et plus particulièrement sur l'égalité des genres. Le pacte a été déterminant pour l'obtention des financements au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles et du fonds à effet multiplicateur du GPE, qui serviront à soutenir les efforts déployés pour l'élaboration de documents et de matériels d'apprentissage tenant compte de la dimension de genre, ainsi que pour la réalisation d'évaluations normalisées de l'apprentissage plus équitables.

**El Salvador** a été le premier pays à obtenir un financement dans le cadre de l'Accélérateur de l'éducation des filles, et a ainsi pu cumuler 5 millions de dollars de ce fonds spécialisé et 10 millions de dollars au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE. Ce financement permet de renforcer le volet consacré à l'éducation des filles de la politique *Crecer Juntos* (Grandir ensemble) sur le développement de la petite enfance, approuvé par le groupe local des partenaires de l'éducation dans le cadre de leur pacte de partenariat et retenu comme une priorité pour la transformation du système éducatif.



Une élève prend des notes en cours de mathématiques au Salvador.

# CONFLITS ET FRAGILITÉ

En 2022, près de la moitié des 82 pays partenaires du GPE étaient classés parmi les pays en situation de fragilité ou de conflit, et ce chiffre n'a fait qu'augmenter depuis plus d'une décennie.

L'**Ukraine**, qui a rejoint le GPE en 2022, a pu bénéficier d'un financement de 43 millions de dollars pour soutenir toute une série d'activités, qu'il s'agisse de soutien psychosocial aux enseignants et aux enfants ou de la transformation numérique des activités d'apprentissage.

Suite au renversement du gouvernement afghan en août 2021, le GPE et d'autres partenaires de l'éducation se sont efforcés d'empêcher le système éducatif de s'effondrer tout en cherchant à préserver le droit à l'éducation de tous les **enfants afghans** — et plus particulièrement des filles, qui sont privées d'enseignement secondaire depuis septembre 2021. Les ressources existantes ont été réaffectées en collaboration avec les partenaires. Le GPE a accordé un financement de 20 millions de dollars qui a été ultérieurement complété par 2 millions de dollars supplémentaires, permettant ainsi à 150 000 élèves de poursuivre leurs études. Un montant supplémentaire de 10 millions de dollars a été approuvé pour la distribution de manuels scolaires, en priorité pour les filles.

En **Éthiopie** et en **Somalie**, le GPE a accordé un financement accéléré d'un montant total de 50 millions de dollars à des programmes d'alimentation scolaire pour 350 000 enfants parmi les plus vulnérables.

Au **Bangladesh**, le gouvernement a adopté un nouveau programme d'enseignement prévoyant des modalités d'évaluation plus nuancées des élèves jusqu'à la troisième année. Cette initiative a reçu le soutien d'organisations de la société civile, notamment d'une coalition bénéficiant du soutien du fonds de **L'Éducation à voix haute**.

Le GPE continue de mettre l'accent sur la transformation à long terme des systèmes, malgré les bouleversements en cours. En collaboration avec l'**UNICEF**, les fonds du GPE ont facilité le recrutement de 2 162 enseignantes au **Yémen** et encouragé un plus grand nombre de filles à s'inscrire à l'école. Des centaines d'enfants syriens en situation de handicap ont eu pour la première fois la possibilité de s'instruire grâce à des programmes d'éducation non formelle et à de nouveaux centres d'apprentissage adaptés dans un certain nombre de gouvernorats et de sous-districts dans le nord-est du pays.

Le tremblement de terre qui a dévasté la **Syrie** début 2023 a détruit ou endommagé des centaines d'écoles et contraint à en transformer d'autres en abris. Plus de 2,5 millions d'enfants vivent dans les zones touchées par la catastrophe. Le GPE a approuvé un financement immédiat de 3,8 millions de dollars pour financer la réparation des écoles, les repas scolaires et un soutien psychosocial, tout en œuvrant à la mise en place d'un programme d'aide plus conséquent, d'un montant d'environ 50 millions de dollars sur trois ans.

En **Gambie**, le fonds de L'Éducation à voix haute a aidé un groupe d'organisations de la société civile à convaincre les autorités de repousser de plusieurs mois la date de deux examens déterminants afin de permettre aux enfants exclus d'y participer, en particulier les élèves déplacés à l'intérieur du pays en raison du conflit survenu à proximité de la frontière entre la Gambie et le Sénégal.

L'expérience acquise en aidant les pays partenaires à maintenir leurs systèmes éducatifs opérationnels malgré ces difficultés a conduit le GPE à actualiser son cadre opérationnel pour un soutien efficace dans les situations de fragilité et de conflit afin de tenir compte des leçons apprises.

## SOUDAN DU SUD

Le Soudan du Sud met tout en œuvre pour permettre à un plus grand nombre d'enfants d'aller à l'école, souvent pour la première fois, mais il se heurte à de nouveaux obstacles liés aux inondations et à la pandémie de COVID-19. Le pays enregistre un des taux d'enfants non scolarisés les plus élevés au monde. En effet, près de 3 enfants sur 5, sur les quelque 4,8 millions de garçons et de filles en âge d'être scolarisés, n'ont jamais mis les pieds dans une salle de classe ou ont abandonné l'école. Les filles forment le groupe le plus important d'enfants non scolarisés et doivent surmonter de nombreux obstacles pour accéder à l'éducation en raison des longues distances à parcourir pour se rendre à l'école, des mauvaises conditions sanitaires, du manque de sécurité et de la pauvreté.

Le GPE, en collaboration avec les autorités nationales et l'UNICEF, a appuyé la réalisation d'un exercice de cartographie visant à cerner les zones présentant le taux le plus élevé d'enfants non scolarisés et à décrire succinctement leurs niveaux d'instruction et leurs besoins éducatifs avant de lancer des campagnes de scolarisation dans leurs communautés respectives. Les travaux de construction, de réhabilitation et d'agrandissement de 2 000 salles de classe ont été lancés et concernent l'enseignement préscolaire, primaire, le second cycle de l'enseignement primaire, les systèmes d'enseignement alternatifs et les centres d'éducation communautaires. La construction des écoles se fait en partenariat avec les communautés locales, qui fournissent la main-d'œuvre et des matériaux locaux.



Adam Gabriel, enseignant, examine le travail de ses élèves en cours d'histoire à l'école primaire St. Bakhita, dans la province de Yambio, Soudan du Sud.

GPE/Jok Solomon

# REPRISE POST-COVID

La reprise post-COVID s'est poursuivie tout au long de l'année 2022, et des efforts particuliers ont été déployés pour restaurer les systèmes éducatifs et les renforcer en s'appuyant sur les leçons tirées de la crise sanitaire pour qu'ils soient plus résilients à l'avenir. La quasi-totalité des 66 financements d'urgence accordés par le GPE pour un montant total de 467 millions de dollars avait été exécutée à la fin de l'année 2022. Ensemble, les financements accélérés du GPE ont bénéficié à plus de 76 millions de filles et de garçons vivant dans les pays partenaires du GPE et ont permis de former près de 230 000 enseignants.

La réaction du GPE face à l'ampleur de la crise qui a éclaté en 2020 a fait ressortir l'importance d'agir rapidement et de faire preuve de souplesse. Les pays partenaires ont pu se servir des financements accélérés du GPE pour adapter leurs interventions aux effets de la pandémie sur l'éducation.

Certains pays, comme le **Burundi** et la **République démocratique populaire lao**, se sont servis du soutien du GPE pour transmettre des messages

essentiels sur l'hygiène et la santé dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Des milliers d'élèves ont ainsi appris à se protéger et à protéger leur famille, tout en poursuivant leurs études.

Les revues conjointes du secteur de l'éducation, à l'occasion desquelles les autorités nationales et leurs partenaires se réunissent pour suivre la mise en œuvre des politiques et plans nationaux en matière d'éducation et adopter des mesures correctives le cas échéant, reprennent progressivement en 2022. En 2019, il y avait 33 revues conjointes du secteur de l'éducation, mais les perturbations causées par la pandémie de COVID-19 les avaient réduites à moins de la moitié. En 2022, 19 pays partenaires du GPE ont organisé des revues sectorielles conjointes. La revue sectorielle de la **Mauritanie** a été l'occasion de faire le point sur les actions entreprises par les différents ministères et partenaires pour assurer la continuité de l'enseignement primaire et secondaire pendant la pandémie, et d'en évaluer la portée et l'impact. Le **Togo** s'est, quant à lui, servi de la revue pour évaluer les mesures prises face à la crise, en tirer les leçons et convenir des mesures à prendre pour assurer la reprise.

Des élèves se lavent les mains à l'école primaire de Khokkham, village de Khokkham, district de Pak Ou, République démocratique populaire lao.

GPE/kelley Lynch



## PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Les enseignants du monde entier ont eu à relever des défis considérables tout au long de l'année 2022, afin d'aider leurs élèves à rattraper les cours qu'ils avaient manqués pendant les semaines, voire les mois, où les écoles avaient été fermées en raison de la pandémie. Le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée a utilisé les tablettes numériques pour remobiliser les élèves et adapter les cours à leurs besoins après ces périodes prolongées de fermeture d'écoles.

Le pays a utilisé le financement accéléré prévu au titre de la réaction du GPE à la pandémie de COVID-19 pour promouvoir son plan d'intervention d'urgence et de redressement du secteur de l'éducation. Il a notamment décidé, avec l'aide de l'UNICEF et de l'Australie, de distribuer, à titre pilote, des tablettes numériques dotées de logiciels éducatifs dans deux douzaines d'écoles de Port Moresby. Ces tablettes, distribuées dans un boîtier alimenté par l'énergie solaire, ont permis aux élèves de combler leur retard et d'améliorer leurs conditions d'apprentissage, à un moment où de nombreux enfants luttent pour rattraper leurs cours. Les 24 écoles ont toutes reçu un kit de 40 tablettes, chacune pouvant servir à au moins 20 élèves de niveaux divers.

Les tablettes contiennent plus de 900 logiciels d'apprentissage différents, notamment des histoires courtes, des manuels, des encyclopédies, des jeux éducatifs et des plans de cours actualisés conçus par les enseignants. Chaque élève crée un compte sur la tablette en indiquant son niveau scolaire, son âge, sa classe et son sexe pour que l'appareil puisse adapter le contenu à ses besoins d'apprentissage et à son niveau. Ce projet permettra d'évaluer dans quelle mesure la technologie numérique peut contribuer à renforcer la capacité du système éducatif de Papouasie-Nouvelle-Guinée à s'adapter et à faire face aux crises à venir.



Une élève de cinquième année utilise une tablette à l'école primaire Sevese Morea, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

UNICEF PNG/Josiah Kana

# ÉDUCATION ET CLIMAT

Les catastrophes naturelles qui se sont produites en 2022, qu'il s'agisse des inondations au Pakistan ou des sécheresses dans la Corne de l'Afrique, ont montré à quel point les effets du changement climatique pouvaient bouleverser le quotidien et les moyens de subsistance des populations du monde entier, et aggraver encore les conditions d'apprentissage auxquelles les enfants sont confrontés aujourd'hui. Selon l'UNICEF, environ la moitié des enfants de la planète – soit près d'un milliard – vivent dans des pays extrêmement vulnérables aux effets du changement climatique. Cinquante-cinq des soixante pays classés par l'UNICEF parmi les pays présentant le risque climatique le plus élevé pour les enfants sont des partenaires du GPE.

Le GPE travaille depuis longtemps avec les pays pour mettre en place des systèmes éducatifs plus résilients, et intensifie ses efforts face à l'aggravation des effets du changement climatique. Plus de 30 financements du GPE, soit un tiers des financements en cours, visent à renforcer la planification, les politiques ou les mécanismes de préparation et de réaction aux situations d'urgence. Vingt-sept financements tiennent compte des risques liés aux catastrophes naturelles ou au changement climatique et prévoient des activités visant à lutter contre leurs effets et à s'y adapter.

Les financements accordés par le GPE au **Mozambique** et au **Zimbabwe** ont servi à reconstruire les infrastructures scolaires et à rétablir les installations sanitaires et d'approvisionnement en eau endommagées par le passage de cyclones, et à financer des repas scolaires en **Éthiopie** et en **Somalie** pour lutter contre les effets de la sécheresse. **Djibouti** et **Madagascar** utilisent l'appui du GPE pour moderniser les infrastructures scolaires afin qu'elles tiennent compte des considérations climatiques, et les **Maldives** ont aménagé des espaces d'accueil protégés dans les écoles.

Le GPE a également renforcé sa collaboration avec ses pays partenaires durant l'année passée afin de mieux anticiper et prendre en compte les effets du changement climatique dans les plans et politiques sectoriels et d'accroître la visibilité de cette question dans les concertations menées avec l'ensemble des partenaires du secteur de l'éducation. Au **Somaliland**, le GPE a soutenu l'examen du plan stratégique de préparation et de réaction aux situations d'urgence, actuellement mis en œuvre pour faire face à ces questions urgentes. Le GPE a également travaillé avec les autorités à la réalisation d'une évaluation approfondie des effets de la sécheresse sur le fonctionnement des écoles, ainsi qu'à la recherche de solutions permettant un meilleur renforcement des capacités. Il s'agissait de donner aux communautés et aux responsables de l'éducation les ressources dont ils avaient besoin pour réduire les risques de catastrophes, se préparer aux situations d'urgence et y répondre, préparer les interventions d'urgence et élaborer un cadre pour la sécurité dans les écoles.

Le GPE a envoyé pour la première fois une délégation de hauts responsables à la COP27 organisée en Égypte, parmi lesquels le jeune leader Mukhtar Halilu, afin de mettre en évidence le lien entre l'éducation et le climat et de renforcer la collaboration avec des partenaires tels que **Save the Children** et le **Fonds vert pour le climat** afin de promouvoir des programmes d'éducation intégrant le climat.

Le monde doit se doter au plus vite de nouveaux responsables dynamiques pour concevoir et mettre en place des systèmes éducatifs résilients et capables de s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. En juin 2022, le GPE a coorganisé un événement au Royaume-Uni avec des représentants du **Nicaragua**, du **Malawi**, du **Cambodge**, du **Zimbabwe** et de **l'Organisation des États des Caraïbes orientales** afin de discuter de l'avenir des systèmes éducatifs intégrant le climat avec des bailleurs de fonds, des chercheurs, des praticiens, de



jeunes militants et des spécialistes du climat. Le GPE a commencé à définir les principaux éléments d'un système éducatif intégrant le climat. Il a également présenté des exemples concrets de bonnes

pratiques de ses pays partenaires, et différents outils et orientations disponibles.

## SÉCHERESSE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

La Corne de l'Afrique a été frappée par un épisode de sécheresse sans précédent depuis 70 ans, et son système éducatif a lutté pour que les enfants continuent à aller à l'école et à s'instruire. En **Éthiopie**, 9,9 millions de personnes environ se trouvent en situation d'insécurité alimentaire sévère en raison de la sécheresse. Selon l'UNICEF, plus de 3,5 millions d'animaux d'élevage seraient morts et des millions d'enfants souffriraient de malnutrition aiguë, compromettant l'apprentissage et obligeant jusqu'à 500 000 enfants à quitter l'école. Le financement accéléré de 20 millions de dollars accordé par le GPE, pour lequel Save the Children agit en qualité d'agent partenaire, a permis à plus de 220 000 enfants défavorisés de 13 des districts les plus durement touchés d'Éthiopie de bénéficier de programmes d'alimentation scolaire, de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, ainsi que de la formation des enseignants. Un financement

supplémentaire de 10 millions de dollars a été accordé en novembre pour poursuivre les programmes d'alimentation scolaire au-delà de la période couverte par le financement accéléré, qui s'est achevée en septembre.



Des élèves se lavent les mains dans la cour de récréation de l'école primaire et du collège de Qansaxleey, à Dolow, Somalie.

UNICEF/UN0591253/Taxta

# FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Le GPE a continué de bénéficier d'un soutien important de la part des bailleurs de fonds tout au long de l'année. Les **États-Unis** se sont engagés à verser 45 millions de dollars supplémentaires, portant ainsi leur contribution annuelle à 125 millions de dollars, et le **Japon** a annoncé une contribution de 8,5 millions de dollars. Le **Danemark** et la **Fondation LEGO** se sont engagés ensemble à verser 100 millions de couronnes danoises (environ 15 millions de dollars) à l'**Accélérateur de l'éducation des filles**.

Le GPE a également accueilli le **Qatar** parmi ses bailleurs de fonds, suite à un accord conclu en mars 2022 en vertu duquel le Fonds du Qatar pour le développement versera 20 millions de dollars au GPE au travers de la fondation **Education Above All**. Cet accord prévoit en outre un engagement supplémentaire de 30 millions de dollars qui sera versé par Education Above All afin de cofinancer des programmes nationaux dans le cadre du fonds à effet multiplicateur du GPE.

## Mobiliser des financements en utilisant le fonds à effet multiplicateur du GPE

En 2022, le GPE et ses pays partenaires ont utilisé le mécanisme innovant du fonds à effet multiplicateur du GPE pour mobiliser près d'un milliard de dollars supplémentaires d'investissements en faveur de l'éducation, ce qui n'aurait pas été possible sans la garantie de financement de contrepartie offerte par ce fonds. En mai, le GPE a accordé au **Rwanda** une allocation de 30 millions de dollars au titre du fonds à effet multiplicateur, qui a permis de mobiliser 100 millions de dollars de cofinancement de la part de la **Banque mondiale**. Le financement portait essentiellement sur l'éducation de base et les activités prévues par le Rwanda dans son plan stratégique pour le secteur de l'éducation.

Dans le même temps, le **Kenya** a obtenu un financement de 50 millions de dollars au titre du fonds à effet multiplicateur, ainsi qu'un financement pour la transformation du système de 53,3 millions de dollars, permettant de mobiliser 200 millions de dollars de cofinancement de la **Banque mondiale** et 10 millions de dollars de la **Fondation LEGO**. Cette somme de 313,3 millions de dollars, qui sera versée dans le cadre d'un programme unique, cadre avec le pacte de partenariat du Kenya et met l'accent sur la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, ainsi que sur l'enseignement préscolaire.

Fin 2022, le **Tadjikistan** avait obtenu un financement pour la transformation du système de 10 millions de dollars et un financement au titre du fonds à effet multiplicateur de 15 millions de dollars lui permettant de débloquer un cofinancement de 45 millions de dollars de la **Banque islamique de développement** et d'obtenir 8 millions de dollars d'un nouveau partenaire de cofinancement : le **Fonds de l'OPEP pour le développement international**. Ces investissements serviront à soutenir la réforme prioritaire définie dans le pacte de partenariat en mettant l'accent sur le renforcement de la capacité du pays à améliorer l'environnement d'apprentissage et l'infrastructure scolaire.

Par ailleurs, la **Banque interaméricaine de développement** participe pour la première fois au fonds à effet multiplicateur en accordant 18,8 millions de dollars au **Bélize**, ce qui a permis de débloquer un financement supplémentaire de 5 millions de dollars au titre de ce fonds. La Banque interaméricaine de développement a par ailleurs été autorisée à servir d'agent partenaire dans le cadre de ce projet.

Le GPE a également commencé à déployer **l'Initiative sur le financement intelligent de l'éducation du groupe de coordination arabe (ACG SmartEd)**, qui réunit la **Banque islamique de développement** et le Groupe de coordination arabe.

Ces institutions financières de développement mettront à disposition, en collaboration avec le GPE, 4 dollars pour chaque dollar mobilisé au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE, à concurrence de 400 millions de dollars. Au total, les fonds de l'ACG et du GPE permettront de consacrer 500 millions de dollars au financement de l'éducation dans les 37 pays membres de l'**Organisation de la coopération islamique**.

## Plaidoyer

Alors que la pandémie de COVID-19 n'apparaît plus en tête des priorités du programme mondial en 2022, le GPE a allié sa force à celle de ses partenaires pour maintenir l'attention sur l'urgence de mobiliser des fonds pour l'éducation, à un moment où les pressions budgétaires ne cessent de s'intensifier pour la plupart des pays après la crise. Le GPE est intervenu dans de nombreux forums organisés tout au long de l'année, notamment lors du Sommet sur la transformation de l'éducation, pour inciter toutes les parties prenantes à augmenter de manière significative leurs investissements dans l'éducation.

Les ministres de l'Éducation de plus de 80 pays partenaires du GPE ont publié un communiqué en amont du Sommet sur la transformation de l'éducation organisé en septembre. Ils ont appelé la communauté internationale à profiter de cet événement pour accroître les ressources consacrées à l'éducation et redoubler d'efforts afin de garantir une plus grande harmonisation et cohérence de l'aide apportée. Ils se sont également engagés à poursuivre leurs efforts afin d'obtenir un plus grand soutien politique à tous les niveaux, local et mondial, pour accroître les financements et les rendre plus innovants.

Le GPE s'est également joint à plus de 30 pays et organisations pour signer une lettre ouverte au G20 afin de faire du financement de l'éducation une priorité lors du sommet des dirigeants qui se tiendra en fin d'année, rappelant ainsi au monde qu'il est impératif de mettre en place des systèmes éducatifs solides pour assurer une croissance mondiale inclusive et durable. Alors que l'Allemagne présidait le G7, le GPE a travaillé avec des partenaires gouvernementaux et de la société civile pour maintenir l'accent sur l'éducation des filles en 2022, ce qui s'est reflété dans le communiqué des dirigeants, selon lequel le G7 « reste fermement engagé à protéger l'éducation des filles et à lui donner la priorité ».

La nomination en 2022 du **président ghanéen Nana Akufo-Addo** comme nouvel ambassadeur du GPE pour le financement de l'éducation aidera le partenariat à attirer l'attention sur l'urgence de renforcer le soutien à l'apprentissage. Le président Akufo-Addo continuera à encourager les gouvernements à soutenir la [Déclaration des chefs d'État sur le financement de l'éducation](#), qui engage les pays partenaires à allouer au moins 20 % de leurs dépenses annuelles à l'éducation, à promouvoir l'équité, l'efficacité, l'amélioration des résultats de l'apprentissage et à renforcer leur soutien aux enseignants.

En 2022, le GPE s'est efforcé de mobiliser le monde des affaires pour aider le **ministère ukrainien de l'Éducation** à garantir le maintien de l'accès à l'éducation. Au total, les contributions en nature destinées à l'Ukraine permettront de garantir un financement au titre du fonds à effet multiplicateur du GPE de 25 millions de dollars, combiné à un cofinancement (évalué à 25 millions de dollars), négocié entre le ministère, **Microsoft** et **Google**, et consistant principalement en l'octroi à titre gracieux de licences de logiciels, de renforcement des capacités, d'expertise, de formation des enseignants et d'appareils.

# CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE

Le GPE dispose d'un Conseil d'administration multipartite de 40 membres, issus de ses groupes constitutifs.<sup>1</sup>



Le Conseil d'administration du GPE s'est réuni en décembre 2022 à Paris, France.  
GPE/Emmanuelle Jacobson-Roques

<b>Afrique 1</b>	Edgar Moyo, vice-ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Zimbabwe  Suppléant : Farah Sheikh Abdulkadir, ministre fédéral de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur, République fédérale de Somalie
<b>Afrique 2</b>	Komla Dodzi Kokoroko, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Togo  Suppléant : Moussa Kadam, ministre de l'Éducation nationale et de la Promotion civique, Tchad
<b>Afrique 3</b>	David Moinina Sengeh, ministre de l'Enseignement de base et secondaire, Sierra Leone  Suppléant : David Adejo Andrew, secrétaire permanent au ministère fédéral de l'Éducation, Nigéria
<b>Asie et Pacifique</b>	Ramkrishna Subedi, gouvernement du Népal, ministère de l'Éducation, des Sciences et Technologies, Népal  Suppléante : Aishath Ali, ministre de l'Éducation, République des Maldives
<b>Europe de l'Est, Moyen-Orient et Asie centrale</b>	Usman Sharifxodjayev, premier vice-ministre chargé de l'Enseignement public, Ouzbékistan  Suppléant : Saidzoda Rahim, ministre de l'Éducation et des Sciences, Tadjikistan
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	Didacus Jules, directeur général de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, Sainte-Lucie  Suppléant : Daniel Esponda, ministre de l'Éducation, Honduras
<b>Bailleur 1</b>	Par intérim : Frederic Depetris, assistant du sous-directeur du développement humain, ministère des Affaires étrangères, France  Suppléante : Martina Ramming, responsable de l'Éducation, Direction du développement et de la coopération, Département fédéral des Affaires étrangères, Suisse
<b>Bailleur 2</b>	Line Friberg Nielsen, conseillère technique principale, ministère des Affaires étrangères, Danemark  Suppléant : Per Magnusson, spécialiste principal de programme, Agence suédoise de coopération internationale au développement, Suède

1. Liste actualisée au 31 décembre 2022. Informations supplémentaires sur : <https://www.globalpartnership.org/fr/who-we-are/board>.

<b>Bailleur 3</b>	Judith Herbertson, responsable du département chargé de l'éducation des filles, ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Royaume-Uni  Suppléante : Louise Holt, directrice générale, Développement social, Affaires mondiales, Canada
<b>Bailleur 4</b>	Camilla Fossberg, directrice des politiques éducatives, ministère des Affaires étrangères, Norvège  Suppléant : Rashid Al Shamsi, directeur de la Coopération technique, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis
<b>Bailleur 5</b>	Martin Seychell, directeur général adjoint, Direction du développement humain, des migrations, de la gouvernance, de la paix et des ressources, Commission européenne, Belgique  Suppléante : Heike Kuhn, Responsable de la division éducation, ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, Allemagne
<b>Bailleur 6</b>	LeAnna Marr, administratrice adjointe par intérim, Agence des États-Unis pour le développement international, États-Unis  Suppléant : Aedan Whyatt, sous-secrétaire chargé des programmes et partenariats internationaux, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce international
<b>OSC 1</b>	Kira Boe, co-responsable de l'éducation, Oxfam, Danemark  Suppléante : Yona Nestel, responsable de la politique de l'éducation et du plaidoyer, Plan International, Canada
<b>OSC 2</b>	Solange Akpo-Gnandi, coordinatrice régionale, Campagne du réseau africain pour l'éducation pour tous, Sénégal  Suppléante : Abeer Darwazeh, coordinatrice du renforcement des capacités et de l'apprentissage, Campagne arabe pour l'éducation pour tous, Cisjordanie et bande Gaza
<b>OSC 3</b>	Haldis Holst, secrétaire générale adjointe, Internationale de l'Éducation  Suppléant : Dennis Sinyolo, directeur régional, Internationale de l'Éducation, Région Afrique
<b>Secteur privé</b>	David Boutcher, associé, Reed Smith LLP et secrétaire et directeur des mesures de sauvegarde, Conseil d'administration, Global Business Coalition for Education  Suppléante : Emily Friedman, responsable de l'investissement des entreprises pour l'impact sur l'éducation, Global Business Coalition for Education
<b>Fondations privées</b>	Suppléante : Carolyn Ng'eny, chargée de programme, Firelight Foundation, Kenya
<b>Organismes multilatéraux 1</b>	Stefania Giannini, sous-directrice générale pour l'éducation, UNESCO  Suppléante : Valerie Guarnieri, directrice exécutive adjointe, Programme alimentaire mondiale
<b>Organismes multilatéraux 2</b>	Robert Jenkins, directeur mondial, Éducation et développement des adolescents, UNICEF  Suppléante : Becky Telford, administratrice responsable, directrice adjointe et responsable du service Éducation, division de la résilience et des solutions, HCR
<b>Organismes multilatéraux 3</b>	Luis Benveniste, directeur régional, développement humain, Amérique latine et Caraïbes, Banque mondiale  Suppléant : Syed Quadri, directeur par intérim, département de la résilience et du développement social, Banque islamique de développement




Photo de couverture : Talbakzoda Saidakbar et Giyosova Mohtovbi lisent un manuel en classe à l'école 51 de Kulob, région de Khatlon, au Tadjikistan.

GPE/Kelley Lynch

---

Publié par le Partenariat mondial pour l'éducation  
mai 2023

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Partenariat mondial pour l'éducation ou la Banque mondiale, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, frontières ou limites.

## BUREAUX

### Washington

701 18<sup>th</sup> St NW  
2<sup>e</sup> étage  
Washington, DC 20006  
États-Unis

### Paris

6 Avenue d'Iéna  
75116 Paris  
France

### Bruxelles

Avenue Marnix 17, 2<sup>e</sup> étage  
B-1000, Bruxelles  
Belgique

## CONTACT

**Téléphone :** (+1) 202-458-0825 OFFICES

**Courriel :** [information@globalpartnership.org](mailto:information@globalpartnership.org)